

HAKIM BEN HAMMOUDA

Conseiller Spécial du Président de la Banque africaine de Développement

Merci Lionel. Je pense que ton introduction est importante. Nous sommes à la Banque africaine de développement en train de travailler sur la stratégie à long terme de la banque sur les dix prochaines années. Et c'est vrai que pour nous, la question de résilience du continent est cruciale. Il s'agit pour nous de la capacité de l'Afrique à résister au choc de la crise globale. L'Afrique comme toutes les autres régions du monde a été touchée par la crise de 2008 qui est venu mettre un frein à la croissance entamée depuis le début du siècle. Mais avec les marges de liberté ou les marges de manœuvre qu'elle s'est acquises après une amélioration de la gestion macro-économique, tous les pays africains avaient les moyens de relancer l'appareil économique. Pour nous véritablement, la Renaissance est venue probablement dix ou vingt ans après que le concept a été utilisé. C'est vraiment un fait, quelque chose de très important.

C'est vrai, pour répondre à ta question : dans cette dynamique, dans cette résilience, il y a des Afrique. Il y a des régions, je pense, où la situation compte tenu d'un certain nombre de facteurs, y compris par exemple de l'importance des dynamiques régionales, de l'importance de l'intégration, l'importance des moteurs de croissance des grands pays qui sont dans cette région, ont résisté plus que d'autres. C'est vrai qu'il y a des situations un peu différentes. C'est ce que nous essayons de faire sortir, en tout cas au niveau de la Banque africaine de développement, de montrer les différentes dynamiques régionales parfois par pays.

Mais au-delà de la diversité des situations africaines, nous disons toujours que le continent a montré une grande résilience. Une dizaine de pays africains font partie pratiquement des meilleurs performeurs au niveau international, au niveau de la croissance. Pas seulement sur une année ou deux, mais de manière systématique depuis pratiquement quelques années.

Maintenant, comme le thème c'est sur la gouvernance, je pense que cette résilience a aussi des facteurs de risque. On en reparlera un peu plus en détail sur les risques tels que nous, nous les percevons. Mais au moins sur les questions de la gouvernance font partie des risques tant au niveau interne et qu'au niveau international. Au niveau interne, tu l'as dit, il y a des évolutions très importantes sur le continent et il est important de le souligner. La séance d'avant était sur l'Afrique du Nord, et c'était probablement l'une des citadelles qui a résisté pendant des années à des progrès dans le domaine de la bonne gestion et de la gouvernance. Je pense que comme toutes les régions, les transformations sont lentes à se mettre en place. Mais, des progrès importants sont à souligner en matière de bonne gouvernance en Afrique. Avec les printemps arabes, je suis persuadé que l'Afrique du Nord ira dans un sens où la démocratie, le rôle du secteur privé, le rôle de la croissance et finalement du marché, seront des éléments importants. Ces années seront des années difficiles mais je suis persuadé que la voie sera retrouvée.

C'est quand même une évolution importante du point de vue de la bonne gouvernance. J'ai discuté aujourd'hui avec quelques journalistes. Le thème de la corruption était pratiquement imprononçable dans certains pays. La fondation Mo Ibrahim est venue l'année dernière à Tunis et a organisé une énorme conférence sur la question de la gouvernance où tout le monde a parlé de la corruption et de beaucoup de choses, ce qui aurait été inimaginable quelques mois plus tôt.

Je crois que ce sont des évolutions relativement importantes. Cela ne veut pas dire que tous les problèmes ont été réglés. J'ai beaucoup apprécié hier ce que Mo a dit sur le *oversea corruption*, et véritablement que les problèmes n'ont pas été réglés et qu'il y a encore des questions de gouvernance à régler.

Deuxième question, si l'on passe à la gouvernance globale qui me paraît importante, et là autant l'Afrique y participe, mais les progrès restent faibles ce qui fait peser des risques sur la résilience africaine. Deux questions aujourd'hui sont au cœur de la gouvernance globale. Il y a la question des négociations commerciales, Pascal Lamy en a parlé hier soir, le cycle de Doha et la promesse qui nous a été donnée en 2001 lors de leur lancement sur le fait que ce cycle serait un cycle pour le développement et finalement un cycle pour l'Afrique pour régler la question du coton, pour



régler un certain nombre de questions. Et surtout il y a la question des subventions agricoles qui sont accordées par les pays riches et dont les paysans africains souffrent.

Le cycle de Doha est en panne, et véritablement ceci pose de grosses difficultés aujourd'hui sur la situation en Afrique. L'accroissement des prix des produits agricoles sur les marchés internationaux fait peser un risque important d'instabilité en Afrique pour une raison très simple. Toutes les politiques qui ont été imposées en Afrique pendant deux ou trois décennies, ont fait que la production agricole aujourd'hui est très faible et que l'Afrique est dépendante pour sa nourriture des marchés internationaux et des grands pays producteurs.

Une deuxième question me paraît importante. Il faut voir un petit peu l'accord auquel, à l'arraché, le Qatar a pu parvenir sur le changement climatique. C'est une question très importante et j'attends encore de voir les résultats et véritablement, si les promesses faites pour aider les pays africains à lutter contre le réchauffement climatique sont une réalité ou restent des promesses comme elles l'ont été depuis plusieurs années, sans que des choses concrètes aient été mises en place.

Je pense une Afrique renaissante, une Afrique qui est en train d'émerger, une Afrique qui est en train de prendre sa place dans le monde, une Afrique qui devient de plus en plus une terre ou une destination d'espoir, mais une Afrique qui reste fragile et qui en partie, compte tenu du thème de cette conférence, dépend beaucoup aujourd'hui de la gouvernance globale et du règlement d'un certain nombre de questions liées à la gouvernance globale. Merci.

Lionel Zinsou, Président de PAI Partners

Hakim, est-ce que la BAD voit les choses comme cela ? Est-ce que la BAD voit dans l'interaction secteur privé, gouvernance publique et dans l'intégration régionale des moteurs pour créer une économie qui génère des emplois ? Est-ce qu'elle va construire les infrastructures de l'économie régionale ? Pour aller de Lagos à Kra en traversant nos deux pays, Edem et moi, nous mettons 28 minutes en avion, mais on met 48 heures en camion. Cela pose quelques petits problèmes de commerce intra-régional, sachant que nous sommes en union douanière.

Pourquoi 48 heures ? Parce que nous sommes arrêtés 48 fois. Nous avons des administrations formidables, que nous avons empruntées aux Français. Nous sommes arrêtés par les douanes, la gendarmerie, la police, les CRS, les Eaux et Forêts, qui vous arrêtent plusieurs fois, etc. Est-ce que l'on financera les infrastructures de l'intégration régionale ?

Hakim Ben Hammouda, Conseiller Spécial du Président de la Banque africaine de Développement

Merci, Lionel. Juste un commentaire et je reviens à ta question. Ce qui est très important, ce que Mo, le Premier ministre et Jean-Michel ont dit, c'est véritablement cette nouvelle Afrique qui se met en place. Une plus grande prise en charge de l'Afrique par des institutions africaines, par les Africains eux-mêmes. On n'attend plus beaucoup de l'extérieur et on compte beaucoup plus sur ses propres forces et ressources.

Les gens parlent de la baisse de l'aide au développement suite à la crise, etc. Mais je crois que de plus en plus il y a véritablement une volonté de s'affranchir de l'aide. Ne pas voir en l'aide le seul moyen de financement des économies.

Nous avons parlé il y a quelques semaines de la Zambie qui est partie sur les marchés, et qui pratiquement a eu dix fois plus que ce qu'elle cherchait. De plus en plus de pays africains s'approprient...

Lionel Zinsou, Président de PAI Partners

Un taux d'intérêt un peu plus bas que l'Espagne.

Hakim Ben Hammouda, Conseiller Spécial du Président de la Banque africaine de Développement

Mais il y a vraiment véritablement une nouvelle Afrique qui se met en place, qui émerge où il y a une confiance beaucoup plus forte en soi que par le passé.

Lionel Zinsou, Président de PAI Partners

Est-ce que cela crée des emplois ?

Hakim Ben Hammouda, Conseiller Spécial du Président de la Banque africaine de Développement

Je vais revenir à ta question. C'est cela qui est très important, qui est en train d'émerger. C'est ce que nous voyons tous les jours sur le terrain. Il y a deux semaines, nous sommes allés tous les trois à une réunion à Genève avec pratiquement 500 chefs d'entreprise africains et avec une bouffée d'air, un optimisme et un espoir dans un monde finalement beaucoup plus inquiet ou dans une ville, à Genève, ou en Europe, très inquiète sur l'avenir. C'est ce qui est véritablement très important, essentiel et qui émerge un petit peu dans cette Afrique. Et la Banque Africaine de Développement en fait partie, c'est un acteur de cette évolution.

Concernant la première question sur les emplois, (Jean-Michel de mon point de vue a raison) l'une des questions les plus importantes est que la croissance africaine ne crée pas assez d'emplois. Et c'est un véritable problème.

Et il y a deux questions que nous serons amenés à poser et à discuter. Il s'agit d'abord de la qualité du système de formation. Le Président de la BAD a tendance à dire, après avoir visité un certain nombre de localités en Tunisie, que même les diplômés, on ne peut pas les employer tout de suite. Cela veut dire que la qualité de la formation n'a pas été au niveau. Donc cela veut dire qu'il y a un véritable problème sur la question de la formation et qui ne peut faciliter cet emploi.

La deuxième question sur laquelle Jean-Michel est revenu et qui est très importante, est que même si le secteur privé n'offre pas d'emplois et la fonction publique encore moins, ces jeunes ne peuvent pas créer eux-mêmes leur emploi. C'est lié au problème de financement et au problème de la structure.

Nous avons hérité d'un système bancaire colonial qui n'est adapté qu'à des schémas classiques de financement avec des garanties, etc., donc ce qui pose d'énormes problèmes. D'ailleurs certaines banques, notamment marocaines et d'autres qui ont travaillé en Afrique du Nord ou au sud du Sahara, ont essayé de s'affranchir de ce *business model* colonial, ce qui explique probablement leur réussite et leur capacité à sortir du plateau, par exemple à Abidjan, et à aller dans les quartiers populaires, et surtout pour aider la création d'emplois.

La question de l'intégration régionale, Mo l'a souligné, est une question très importante. Et ce n'est pas une question qui était absente du débat africain. La première année où je suis allé à l'école en économie, on m'a expliqué que l'intégration régionale était un élément important. Cela remonte à très longtemps. Et l'on m'a expliqué que c'était cela qui allait guider l'Afrique. J'ai assisté à des réunions et à toutes les réunions auxquelles on va, on nous parle de l'intégration régionale. Je pense que ce que Mo est en train de dire, est que l'on sort de la rhétorique pour véritablement rentrer dans la réalité.

Aujourd'hui, une grande partie du portefeuille de la Banque Africaine de Développement a deux caractéristiques essentielles le financement de l'intégration régionale et des infrastructures Mais ce qui est très important est que l'on soit sorti de la rhétorique pour faire des avancées très importantes, comme je l'ai dit, avec deux éléments qui sont essentiels de mon point de vue. Premièrement ce sont des infrastructures régionales, et deuxièmement ce ne sont pas seulement des infrastructures régionales publiques, c'est aussi une grande participation du secteur privé dans le financement de ces infrastructures. Et si l'on peut parler d'un changement dans cette nouvelle Afrique, c'est au niveau de l'intégration régionale, non pas que la thématique soit venue à l'ordre du jour, mais finalement dans cette thématique on sort un peu des grands plans d'action comme ceux de Lagos et autres, pour passer véritablement à leur exécution et à leur mise en œuvre.